



Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (AGVSN)

Burkina Faso

RÉSUMÉ

Juillet 2014



**Programme
Alimentaire
Mondial**



ETAT DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DANS LE PAYS¹

Presque un ménage sur cinq en insécurité alimentaire

En 2012, 18 pour cent des ménages étaient en insécurité alimentaire modérée. Ces ménages ont une consommation alimentaire déficiente ou ils ne peuvent satisfaire leurs besoins alimentaires minimaux sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles.

De plus, 1 pour cent étaient en insécurité alimentaire sévère.

Environ 43 pour cent des ménages étaient en situation de sécurité alimentaire limite. Ces ménages ont certes une consommation alimentaire adéquate sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles, mais ne peuvent faire face convenablement aux dépenses essentielles comme la santé, l'éducation et le logement.

Seuls 38 pour cent des ménages sont en situation de sécurité alimentaire.

CONTEXTE DU PAYS

- Pays enclavé avec un climat de type soudano-sahélien.
- Un des pays les moins développés au monde: 183^{ème} sur 187 sur l'indice de développement humain (2012).
- Presque la moitié de la population est pauvre : 46,7 pour cent de la population en dessous du seuil de pauvreté en 2009.
- Une croissance économique de 5,5% ces dernières années due au boom minier et aux bonnes récoltes de coton, mais sans retombées sur la majorité de la population.
- Insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique.
- Pays sort progressivement d'une situation alimentaire difficile causée par la sécheresse de 2011 déclarée urgence nationale en 2012 (3,5 millions de personnes affectées)

Une insécurité alimentaire inégalement répartie sur le territoire : principalement dans le Centre

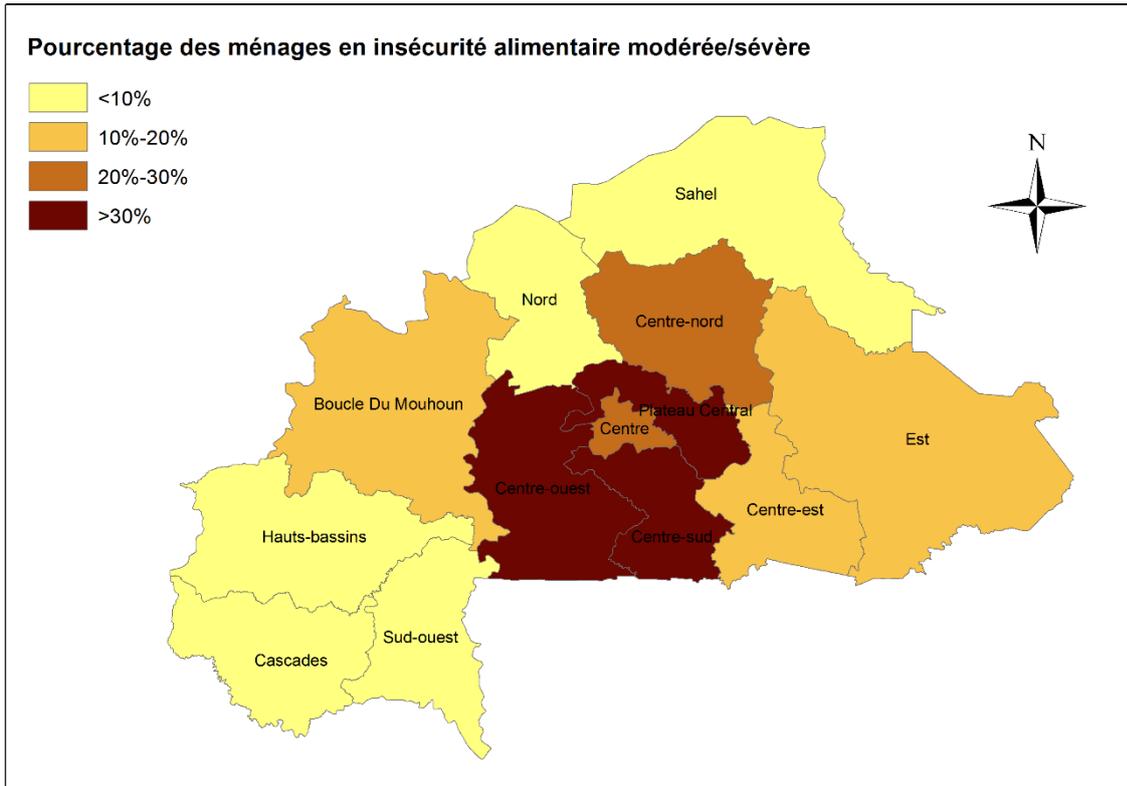
Les prévalences d'insécurité alimentaire les plus élevées étaient dans les régions du Plateau Central (43% des ménages), du Centre Sud (36%), Centre-Ouest (33%), Centre (28%) et du Centre-Nord (26%).

Environ 65 pour cent des ménages dans le Sahel étaient en sécurité alimentaire limite, qui est le taux le plus élevé de tous les régions.² Dans l'Est, plus de la moitié des ménages étaient dans une situation de sécurité alimentaire limite.

Comment l'insécurité alimentaire est-elle calculée ? Cette analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité utilise la nouvelle approche (*Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security ou CARI*) de la sécurité alimentaire du PAM qui combine les indicateurs proxy de la sécurité alimentaire. Cette approche prend en compte les deux dimensions clés de la sécurité alimentaire : i) l'état à court terme, pour lequel le score de consommation alimentaire est l'indicateur clé, et ii) l'accès à long terme qui est mesuré par rapport à la vulnérabilité économique du ménage (part des dépenses consacrées à l'alimentation) et l'épuisement des actifs des ménages (recours à des stratégies d'adaptation).

¹Les prévalences ont été calculées avec les données de l'EFSA d'Octobre 2012 menée alors que les ménages commençaient tout juste à se remettre de la crise de 2011-2012. Les ménages étaient encore dans une situation relativement difficile ce qui peut expliquer des prévalences encore relativement importantes pour l'insécurité alimentaire modérée. Le niveau d'insécurité alimentaire sévère est lui bas. L'insécurité alimentaire sévère = consommation alimentaire très déficiente ou une perte importante des moyens de subsistance des ménages conduisant à des déficits importants de leur consommation alimentaire.

²Les ménages dans le Sahel sont plus vulnérables au niveau économique mais ils ont une consommation alimentaire un peu plus variée (ils consomment plus fréquemment du lait et des produits laitiers - 5 jours au Sahel comparé à 1 jour au niveau national).



Distribution de l'insécurité alimentaire par région

Région et milieu de résidence	Population 2012	Sécurité alimentaire		Sécurité alimentaire limite		Insécurité alimentaire modérée		Insécurité alimentaire sévère		Insécurité alimentaire (sévère/modérée)	
		%	Nombre personnes	%	Nombre personnes	%	Nombre personnes	%	Nombre personnes	%	Nombre personnes
Boucle du Mouhoun	1, 677,018	41%	695,711	44%	736,747	14%	232,858	1%	11,702	15%	244,560
Cascades	661,936	70%	462,064	27%	180,386	3%	19,486	0%	0	3%	19,486
Centre	2, 231,807	26%	576,550	47%	1, 041,510	28%	613,747	0%	0	28%	613,747
Centre-Est	1, 343,079	35%	465,325	47%	630,858	18%	242,168	0%	4,728	18%	246,897
Centre-Nord	1, 416,895	29%	404,335	45%	644,241	26%	363,909	0%	4,411	26%	368,320
Centre-Ouest	1, 387,860	21%	293,135	46%	634,349	31%	426,306	2%	34,069	33%	460,375
Centre-Sud	742,378	26%	189,382	39%	286,565	36%	266,431	0%	0	36%	266,431
Est	1, 464,366	31%	452,328	53%	772,815	16%	239,223	0%	0	16%	239,223
Hauts-Bassins	1, 776,803	67%	1, 190,945	27%	482,036	6%	100,620	0%	3,202	6%	103,821
Nord	1, 382,111	55%	765,213	37%	513,033	8%	103,865	0%	0	8%	103,865
Plateau Central	807,444	14%	114,448	43%	349,611	38%	304,975	5%	38,410	43%	343,385
Sahel	1, 158,147	29%	330,712	65%	757,571	6%	69,864	0%	0	6%	69,864
Sud-Ouest	729,362	63%	460,955	28%	200,833	9%	63,618	1%	3,956	9%	67,574
National	16, 779,206	38%	6, 376,098	43%	7, 215,059	18%	3, 020,257	1%	167,792	19%	3, 188,049

Source: Données ménages de l'EFSA 2012 (octobre). Sur la base de la nouvelle approche CARI du PAM.

Un tiers des ménages avec une consommation alimentaire non satisfaisante

En 2012, 32 pour cent des ménages avaient une consommation pauvre ou limite. Ils consommaient principalement des céréales et des légumes agrémentés occasionnellement de protéines et de légumineuses.³

En 2012, la région du Plateau Central connaissait une situation critique avec des proportions très élevées (60%) de ménages avec une consommation inadéquate (13% pauvre et 47% limite). Dans le Centre-Sud, le Centre-Ouest et le Centre, environ la moitié des ménages ont une consommation pauvre ou limite. Les régions du Centre-Est (41%), du Centre-Nord (38%) et du Boucle de Mouhoun (26%) ont des proportions non négligeables des ménages ayant une consommation pauvre ou limite.

Consommation alimentaire par région et milieu de résidence

	Consommation pauvre		Consommation limite		Consommation acceptable	
	2008	2012	2008	2012	2008	2012
Boucle du Mouhoun	2%	3%	21%	22%	77%	74%
Cascades	1%	1%	8%	10%	92%	90%
Centre	2%	8%	12%	39%	86%	53%
Centre-Est	9%	4%	26%	37%	65%	58%
Centre-Nord	3%	6%	22%	32%	75%	62%
Centre-Ouest	12%	10%	21%	38%	67%	53%
Centre-Sud	2%	5%	12%	49%	86%	46%
Est	16%	1%	40%	26%	44%	73%
Hauts-Bassins	1%	0%	14%	11%	85%	88%
Nord	12%	5%	25%	17%	63%	78%
Plateau Central	8%	13%	28%	47%	64%	40%
Sahel	6%	1%	18%	9%	76%	90%
Sud-Ouest	1%	3%	10%	16%	88%	81%
NATIONAL	6%	5%	20%	27%	74%	68%
Urbain	2%	6%	10%	24%	89%	70%
Rural	8%	4%	24%	29%	68%	67%

Source : Données ménages ENIAM 2008 et EFSA 2012 (octobre)

Au niveau national, la proportion des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre est restée autour de 5 pour cent entre 2008 et 2012 mais celle des ménages avec une consommation alimentaire limite a elle augmenté passant de 20 pour cent à 27 pour cent. Dans les zones urbaines, le pourcentage des ménages avec une consommation alimentaire pauvre ou limite a beaucoup augmenté : il est passé de 12 pour cent en 2008 à 30 pour cent en 2012.

Cette détérioration de la situation peut en partie s'expliquer par les raisons suivantes :

- i) les ménages subissaient encore les conséquences de la crise alimentaire de 2011-2012;
- ii) les prix étaient encore relativement élevés après la crise; et
- iii) le niveau des prix était particulièrement élevé en zone urbaine. Ils étaient de 17 à 70 pour cent plus haut par rapport à la moyenne quinquennale au moment de la collecte des données en septembre.⁴

³Évaluation approfondie post-sécheresse de la sécurité alimentaire des ménages, Octobre 2012.

⁴ Les flux de céréales des bassins de production suite à la récolte n'ont pas encore atteint les villes (ils ne commencent que vers novembre) contribuant à la cherté des produits alimentaires.

Au niveau régional, la situation de la consommation alimentaire s'est détériorée par rapport à 2008, dans presque toutes les régions du pays à l'exception de l'Est, Nord, Hauts-Bassins et le Sahel. En particulier, le Centre-Sud a vu augmenter la proportion de ménages ayant une consommation pauvre ou limite de +40%, et le Centre de +33%. Cette détérioration pourrait être expliquée notamment par la diminution importante de la consommation des protéines animales et la forte diminution du cheptel suite à la crise de 2011 /2012. Par ailleurs, en 2012, les données ont été collectées à une période de hausse importante du prix du bétail (forte demande interne pour les fêtes de Tabaski et de fin d'année).

Les plus touchés par l'insécurité alimentaire : les plus pauvres et les ménages agricoles

Les ménages en insécurité alimentaire sont en général en proie à une grande vulnérabilité économique et sont souvent parmi les groupes les plus défavorisés. Environ 43 pour cent des ménages en insécurité alimentaire appartiennent aux quintiles des plus pauvres (24%) et pauvres (19%) de la population.

Les ménages dont l'agriculture vivrière est la principale source de revenu sont généralement plus en proie à l'insécurité alimentaire (26% des ménages), suivis par les commerçants informels (21%) et ceux qui dépendent de l'élevage (19%) ainsi que les artisans/travailleurs journaliers et les personnes dépendant de l'aide, des dons et transferts d'argent (18%).

La sécurité alimentaire des ménages est liée à leur niveau de pauvreté mais aussi au niveau d'éducation du chef de ménage, à la superficie des terres cultivées et à la quantité de bétail possédée.

Recours à des stratégies d'adaptation

Dans des situations d'insécurité alimentaire, les ménages utilisent divers stratégies d'adaptation. Ainsi en lieu rural, 37 pour cent des ménages ont eu recours à une stratégie d'adaptation (10% en milieu urbain).

En 2012, au cours des 30 jours précédant l'enquête, environ 22 pour cent des ménages ont eu recours à des stratégies de crise, comme par exemple la réduction des dépenses alimentaires non essentielles, la vente de biens productifs/moyens de transport ou le retrait des enfants de l'école. Recourir à ces types de stratégies sévères peut mettre en péril les moyens de subsistance futurs du ménage.

Environ 20 pour cent des ménages ruraux ont vendu plus d'animaux que d'habitude lors du mois précédant l'enquête et 18 pour cent ont récoltés plus tôt que d'habitude. En milieu urbain, les ménages ont plutôt recours à des travaux occasionnels.

LES CAUSES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE

Faible productivité agricole

Grâce à une bonne pluviométrie et aux efforts du gouvernement pour stimuler certaines productions (celles de maïs et de riz avec des subventions aux semences améliorées et engrais et l'aménagement de bas-fonds et plaines), la production agricole nationale a été globalement excédentaire ces dernières années.

Malgré cet excédent au niveau national, il existe de fortes différences entre les régions et les niveaux de production au niveau des ménages agricoles sont bas. Ainsi, une proportion non négligeable de ménages

agricoles (54% lors du dernier rapport comité de prévision de la sécurité alimentaire au Burkina de mars 2014) n'arrive pas à couvrir leurs besoins céréaliers avec leur propre production.⁵

Principale source de revenus des ménages en zone rurale, l'agriculture est extensive, faiblement mécanisée, elle utilise peu d'intrants et est dominée par des petites exploitations familiales dont la production est essentiellement destinée à la consommation alimentaire des membres du ménage.

Les superficies cultivées par les ménages sont petites. Environ 40 pour cent des ménages agricoles ont cultivé moins de trois hectares lors de la campagne agricole de 2012/2013 dont la moitié avaient une parcelle de un à deux hectares. Plus de 40 pour cent des ménages en insécurité alimentaire cultivent moins d'un hectare.

Par ailleurs, les ménages manquent de matériel agricole et d'intrants. Pour 40 pour cent des ménages qui pratiquent l'agriculture, il s'agit des principales contraintes rencontrées. La pauvreté des sols est une contrainte majeure pour 41 pour cent des ménages agricoles et le manque d'eau est un problème pour 30 pour cent d'entre eux.

Chocs climatiques récurrents

Pays sahélien, le Burkina Faso est régulièrement confronté à des sécheresses et des inondations. De 1991 à 2009, le pays a connu onze inondations majeures, trois grandes sécheresses, une invasion de criquets pèlerins et de nombreux épisodes de maladies épidémiques. La dernière crise, survenue en 2011, fut la plus grave. Une sécheresse d'une rare ampleur avait alors touché 170 communes dans 10 régions du pays, et causé un déficit céréalier important de 154 462 tonnes affectant 3,5 millions de personnes.

Pendant les douze mois précédents l'enquête, 17 pour cent des ménages avaient été affectés par des pluies tardives/sécheresse et 7 pour cent par des inondations dans les zones rurales du pays.

La récurrence des chocs climatiques affecte souvent les populations déjà vulnérables du fait de la pauvreté et de la difficulté de l'environnement agro-climatique. Ainsi, parmi les plus vulnérables, les paysans pratiquant une agriculture de subsistance et les éleveurs voient leurs capacités s'éroder avec le temps sous l'action conjuguée des catastrophes et du manque de ressources financières.

Dépendance des marchés et niveau élevé des produits alimentaires

Les ménages dépendent fortement des marchés pour s'approvisionner. Pour plus de 70 pour cent des ménages, l'achat est la source principale des vivres qu'ils consomment. Même chez les ménages qui dépendent de l'agriculture de rente, de l'agriculture vivrière et de l'élevage une proportion importante d'entre eux est fortement dépendante des marchés. Seulement un peu plus de 35 pour cent d'entre eux ont leur propre production comme source principale d'aliments.

Les ménages subissent donc toute hausse des prix des aliments qui se répercute directement sur leur consommation.

Sur l'ensemble de la période 2008-2013, les prix ont légèrement augmenté. Pendant l'année de consommation 2013 (novembre 2012-octobre 2013), les prix sont demeurés globalement similaires à la moyenne quinquennale pour le maïs, en légère hausse de 6 pour cent pour le sorgho et en hausse de 12 pour

⁵Ministère de l'agriculture, Secrétariat Général et Direction des études et des statistiques sectorielles (2013). Mission conjointe de suivi et d'évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle courante des ménages.

cent pour le mil. Les prix ont globalement retrouvé leur niveau d'avant la crise de 2011, mais restent relativement élevés.

La tendance est à la hausse pour les prix du bétail depuis 2008. Cette hausse s'explique par l'augmentation de la demande des pays voisins, des centres urbains et des sites des mines d'or et du fait des fêtes de fin d'année et des fêtes musulmanes qui depuis 2008 ont lieu entre octobre et mars.

Pauvreté des ménages

Au Burkina Faso, environ 40 pour cent des ménages sont pauvres.⁶ La pauvreté touche davantage les ménages ruraux qu'urbains.⁷ Dans les régions du Sahel, du Centre-Nord, du Sud-Ouest et de l'Est, plus de 50 pour cent des ménages appartiennent aux groupes les plus pauvres. Les taux sont également élevés pour les régions du Boucle du Mouhoun (49%), du Nord (47%) et du Centre-Ouest (43%).

Autre signe de la vulnérabilité des ménages, au niveau national, 28 pour cent d'entre eux ont des dépenses alimentaires qui représentent une part élevée (plus de 65%) de leur budget mensuel.

Conséquences des crises alimentaires successives

La crise pastorale au Sahel en 2009-2010 et la crise alimentaire en 2011-2012 ont entraîné une décapitalisation importante du cheptel. Dans la majorité des régions (11 régions sur les 13 que compte le pays), la quantité de bétail possédée par les ménages a diminué entre 2008 et 2012, et notamment dans les régions Centre-Nord, Centre-Est et Est. La détérioration est particulièrement marquée chez les éleveurs. Parmi eux, près de 35 pour cent ont vendu plus d'animaux que d'habitude en 2012.

SITUATION NUTRITIONNELLE ET SANITAIRE

La situation nutritionnelle reste préoccupante avec des taux de malnutrition qui restent proches des seuils critiques de l'OMS.⁸ Ainsi en 2013, le taux de malnutrition chronique était de 31,5 pour cent, celui de malnutrition aiguë de 8,2 pour cent et celui de l'insuffisance pondérale de 21 pour cent. La situation s'est pourtant légèrement améliorée depuis 2009, l'amélioration ayant surtout eu lieu en 2012-2013. Cela est notamment dû à l'amélioration significative du traitement de la malnutrition aiguë et de la distribution de compléments alimentaires.

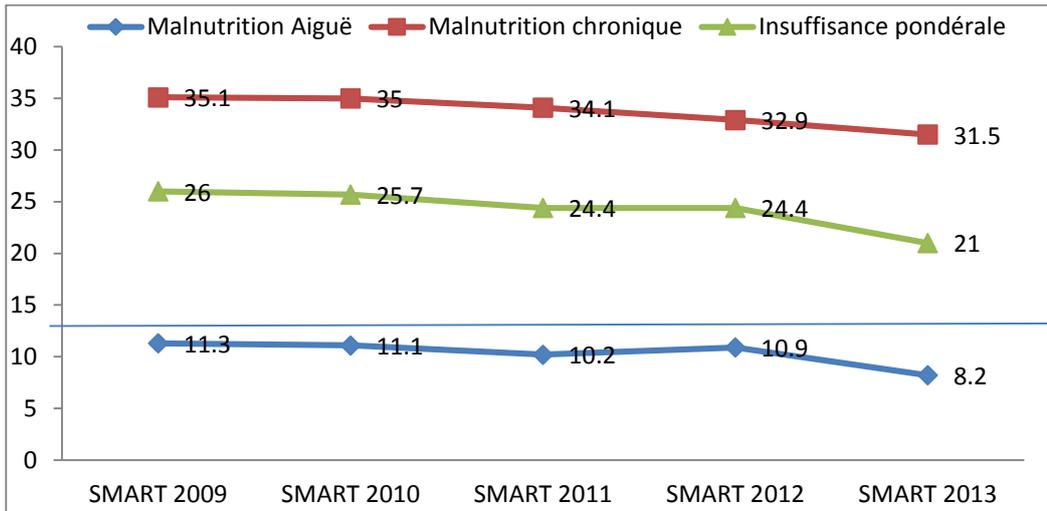
Entre 2009 et 2012, les régions avec les plus forts taux de malnutrition aiguë étaient le Sud-Ouest (9,8%), le Nord (9,6%), Centre-Ouest (9,5%), mais aussi l'Est (9,3%). En 2013, le retard de croissance est le plus prévalent dans Les Cascades (40,8%), le Sud-Ouest (37,5%) et le Sahel (38,7%), et l'insuffisance pondérale a la plus forte prévalence dans l'Est (26,5%), Le Sud-Ouest (25,6%), le Sahel (24,7%) et le Centre-Ouest (24,4%).

⁶ Sur la base d'une classification à partir d'un indice de richesse.

⁷ Les données sont celles de l'EFSA 2012. En 2009, 46,7 pour cent des personnes étaient pauvres (vivaient en dessous du seuil de pauvreté monétaire). Le taux de pauvreté était plus important en milieu rural (52,8%) qu'en milieu urbain (25,2%).

⁸ Les données viennent de la dernière enquête SMART menée en 2013.

Évolution de l'état nutritionnel des enfants de moins de 59 mois



Les principales raisons de la malnutrition sont les mauvaises pratiques d'allaitement et l'insuffisance des aliments de complément, la sous-alimentation et les maladies (diarrhée et fièvre).

Les conditions sanitaires restent à améliorer. Le taux d'accès à l'eau potable en 2012 était de 63 pour cent en milieu rural et 84 pour cent en milieu urbain. En matière d'assainissement, le taux d'accès était de 21 pour cent en milieu urbain et moins de 10 pour cent en milieu rural. Ces faibles taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement augmentent les risques des maladies diarrhéiques et infectieuses et l'occurrence de la malnutrition surtout chez les jeunes enfants.

Pour plus d'informations, contacter :

DGESS, Burkina : Moussa Maiga, Directeur Général, DGESS/MASA, maigamusa@yahoo.fr

Bureau de pays du PAM, Burkina : Jean-Charles Dei, Directeur Représentant, jean-charles.dei@wfp.org

Siège du PAM, Italie : John McHarris, Conseiller Principal de Programme, john.mcharris@wfp.org

Approche méthodologique

L'AGSAV est basée sur l'analyse de données secondaires issues d'enquêtes quantitatives menées au niveau des ménages par le gouvernement et les agences humanitaires ces dernières années. Il s'agit notamment de :

- i) Evaluation approfondie post-sécheresse de la sécurité alimentaire des ménages (Octobre 2012) ;
- ii) Enquête Nationale sur l'Insécurité Alimentaire et la Malnutrition (EIAM, Juin 2008) ;
- iii) Enquêtes permanentes agricoles (2008 à 2013) ;
- iv) Suivi et évaluation standardisés des urgences et transitions (SMART/annuelle) ;
- v) Enquête Démographique et de Santé (2010) ;
- vi) Enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages (2009) ; et
- vii) Suivi des prix des denrées alimentaires sur les 48 marchés de céréales et 22 de bétail du pays.

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans une autorisation écrite. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Directeur, Division des Communications, courriel: wfp.publications@wfp.org



vam
food security analysis